

Novembre-décembre 1918 : le début de la guerre à la Hongrie

Paul Gradvohl



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rha/296>

ISBN : 978-2-8218-0514-9

ISSN : 1965-0779

Éditeur

Service historique de la Défense

Édition imprimée

Date de publication : 15 juin 2008

Pagination : 47-60

ISSN : 0035-3299

Référence électronique

Paul Gradvohl, « Novembre-décembre 1918 : le début de la guerre à la Hongrie », *Revue historique des armées* [En ligne], 251 | 2008, mis en ligne le 09 juin 2008, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/rha/296>

Ce document a été généré automatiquement le 19 avril 2019.

© Revue historique des armées

Novembre-décembre 1918 : le début de la guerre à la Hongrie

Paul Gradvohl

Une situation unique, un questionnement négligé

- 1 « 1918 : fin de la guerre ? », question qui, vue de Hongrie, pourrait sembler une provocation à plusieurs titres. En effet, la rupture visée par cette question renvoie à la perception française de l'Armistice du 11 novembre 1918 et au caractère rétrospectivement inéluctable de ses suites. Et ce malgré le fait qu'il était soumis à reconduction (validité initiale de 36 jours). Ceci étant, il est clair que l'idée d'une simple suspension d'armes, ou d'une interruption plus ou moins longue des combats ne semble pas correspondre à un événement qui très vite est apparu comme le prélude d'une paix, pour reprendre l'expression de Guy Pedroncini¹. Mais la Hongrie est essentiellement concernée par un autre armistice, celui de Padoue, qui est antérieur à Rethondes². Ainsi du point de vue des Hongrois, la guerre n'a pas connu une fin aussi nette que ce qui est perçu en France. Mais comme, en outre, la Hongrie, en tant qu'État souverain, naquit dans les jours précédant ces deux armistices, c'est l'ensemble du questionnement qui doit être réexaminé.
- 2 Deux questions fondamentales se posent donc : que représente la Hongrie à ce moment précis ? Et que signifie pour elle la « fin de la guerre » ? La première difficulté de l'approche tient à ce que la Hongrie est pour les vainqueurs présents sur place (Français et Serbes seulement au départ, avec quelques Britanniques) et ceux qui s'y associent (Tchéco-Slovaques et Roumains) autre chose que ce qu'elle est elle-même à ses propres yeux. La seconde résulte du fait que « fin de la guerre » renvoie à trois phénomènes de natures différentes. Il y a bien sûr la fin des hostilités entre (grandes) armées mobilisées sur la base du conflit mondial, et des morts comptés par dizaines de milliers par jour. C'est cet aspect qui a marqué les esprits en France, pays saigné à blanc dont la pyramide des âges et le profil migratoire portent la trace de la Grande Guerre. Mais il faut aussi

prendre en compte une deuxième dimension : jusqu'à la mise en vigueur d'un traité de paix, juridiquement, la guerre continue, et les armes peuvent à nouveau passer au premier plan. Il ne s'agit nullement de raisonner sur un point obscur du droit mais de rappeler que, pour la Hongrie, il y a eu des actions militaires effectives dans cet « entre-deux ». Enfin, troisième dimension, les perceptions décalées sur les armistices des acteurs hongrois très isolés et des autres partenaires qui, même pour ce qui est des Allemands, Autrichiens ou Bulgares, bénéficiaient de contacts étendus avec le monde extérieur. Ceci implique de poser sur cette « fin de guerre » un regard peut-être inhabituel qui, en quittant les débats éculés sur l'accomplissement des nations (victorieuses ou, à l'inverse, victimes des injustices de l'histoire), se penchera sur la façon dont les grands vainqueurs ont contribué, plus ou moins consciemment, à encourager le recours aux armes contre la Hongrie naissante et sur les modalités de construction de discours nationaux incompatibles sur cette sortie de guerre.

- 3 Cette présentation est fortement décalée par rapport à la mise en récit usuelle, hongroise ou autre, de cette période. La prédominance de la lecture par Trianon, par la réduction territoriale vue du côté hongrois, ou au contraire l'expansion vue par les voisins, est telle que les acteurs de l'époque sont souvent, en creux, accusés de ne pas avoir anticipé les événements (côté hongrois). Du côté des pays en expansion, les questions sont d'une autre nature, il s'agit simplement de mettre en avant le principe ethnique pour les justifier, mais comme l'argument est d'usage incertain, il faut ajouter un zeste de démocratie ou d'intérêt stratégique. Dans tous les cas, la perspective est celle de la justification des droits de l'État en place par l'argument historique. Comme il semble enfin possible de ne pas prolonger cette guerre de la légitimation, la réflexion s'orientera différemment. Compte tenu de la densité et de l'imbrication des phénomènes étudiés, on distingue ici, d'une part, l'installation du cadre de référence, qui prit à peine un mois et, ensuite, le développement initial de la logique de sortie de guerre ou d'entrée dans la guerre, selon l'approche retenue, autrement dit pour l'essentiel le mois de décembre 1918.

En attendant l'occupation française et l'autodétermination wilsonienne

- 4 Pour point de départ, on peut partir de l'accord de Spa du 15 mai 1918 qui soumettait de fait Vienne à Berlin³. Cet accord contribua donc à masquer les flottements internes de la monarchie qui connut pourtant une évolution différente de celle du *Reich*. L'Autriche-Hongrie, régentée par le Compromis de 1867, était confrontée à une telle crise qu'à la fin septembre 1918, le gouvernement de la partie autrichienne s'engage à la transformation de l'Empire bipède en Empire à trois pieds, reconnaissant constitutionnellement le poids des Slaves. Sándor Wekerle, président du Conseil hongrois depuis le 23 août 1917⁴, donc chef du gouvernement du royaume de Hongrie, présenta sa démission le 30 septembre pour s'opposer à Vienne sur la Croatie⁵. L'empereur Charles I^{er} et roi de Hongrie (Charles IV) la refusa faute d'alternative. Finalement, face au sort des armes Charles dut consentir le 16 octobre à l'émancipation des peuples non allemands dans la partie autrichienne de la monarchie. Pour Vienne, il ne restait plus de l'État commun que l'armée et la diplomatie au titre théorique de la pragmatique sanction de 1711⁶. Les conservateurs hongrois au pouvoir se trouvèrent donc dans une impasse. Et ceux-ci n'avaient plus les

moyens de tenir le pays. D'autant que Károlyi exigeait la démocratie (un suffrage large pour commencer) et un dialogue avec les nationalités, ce qu'ils avaient toujours refusés.

- 5 Le comte Károlyi avait contribué à créer, dès le 23 octobre, un Comité national qu'il dirigea dès le départ. Celui-ci fonctionna *de facto* en tant que contre-gouvernement et proclama l'indépendance⁷. Le comte était à la fois marqué par un passé d'opposant aux conservateurs et de défenseur du suffrage le plus large (une question qui l'opposa jusqu'à la fin aux conservateurs). Il alla même jusqu'à discuter en Suisse avec des représentants de l'Entente mais refusa de s'installer à l'étranger pour organiser un contre-pouvoir qui négocierait avec les Tchèques, les Serbes ou les Roumains comme l'auraient souhaité les diplomates français. Après le 23 octobre, il envisageait encore une union personnelle de la Hongrie avec l'Autriche ; certes, elle était réduite au minimum et, en privé, à l'étranger, il avait envisagé de renoncer à toute communauté entre les deux États⁸. Après quelques péripéties le comte Károlyi prêta serment, le 31 octobre 1918, à l'*homo regius* représentant l'empereur, l'archiduc Joseph, venu à Budapest. Le lendemain, le comte reprit son engagement par accord téléphonique avec Charles et prêta à nouveau serment, mais cette fois face au jeune Conseil national hongrois⁹. On peut donc considérer que la Hongrie est devenue un État souverain le 1^{er} novembre. L'armistice du 3 novembre 1918 à Padoue, entré en vigueur le lendemain à quinze heures, a été signé au nom de l'Autriche-Hongrie qui n'existait plus par la volonté des Italiens et de l'Entente, qui voulaient en finir vite et se donner ainsi une marge de manœuvre face aux futurs États successeurs. La jeune Hongrie, de son côté, considéra qu'elle s'était fait représenter par Vienne pour l'occasion¹⁰.
- 6 Rien n'était prévu, à Padoue, pour la Hongrie, car la question qui se posait était celle de l'occupation du pays par l'Entente en vue d'attaquer Vienne et Munich, et que les Italiens ne tenaient pas du tout à la clarifier. Cet axe de progression évident ne fut toutefois pas suivi pour plusieurs raisons. Premièrement, Clemenceau, dès le 7 octobre, se lança dans des considérations russes qui changèrent la donne. Il décida qu'en réarmant la Roumanie, la France pourrait s'assurer une alliée fidèle qui soutiendrait les Russes blancs dans la reconquête du pouvoir en Russie. Ainsi, les détenteurs d'emprunts russes, électeurs par ailleurs, seraient satisfaits. Cette évolution, tenue secrète, échappa totalement aux Hongrois mais pas aux Roumains qui en furent les premiers bénéficiaires¹¹. Dès le 30 octobre, le général Berthelot, encore à Salonique, établit le contact avec les autorités roumaines et témoigna de leur enthousiasme à Clemenceau¹². Les Tchèques, qui avaient demandé l'occupation du nord de la Hongrie aux Français¹³, comprirent vite les hésitations de ces derniers. Plus généralement, la question de l'occupation des pays vaincus fut une de celles qui troublèrent le plus la sortie de guerre. En effet, tant en Allemagne qu'en Hongrie, elles butèrent sur les divisions entre alliés vainqueurs, sur la crainte de provoquer des révolutions sociales pouvant étendre le mouvement bolchevique, et sur l'impossibilité politique de demander encore des sacrifices à des troupes épuisées, à des arrières démographiquement et psychologiquement très mal en point. Quant à la Hongrie, elle n'existait pas pour elle-même sur l'échiquier imaginaire des vainqueurs. De plus, l'occupation de l'Autriche pouvait créer des tensions entre Italiens, Français et Anglais. Clemenceau était préoccupé par ses visées russes. En outre, au moment où les troupes françaises allaient progresser vers Budapest, il fallut diriger des éléments sur Fiume pour éviter des heurts trop caractérisés entre Italiens et Serbes.
- 7 Très vite Clemenceau comprit que le gouvernement hongrois ne pourrait pas assurer le calme en cas de perte de la Transylvanie alors que le pays subirait une occupation

militaire française. Occuper Budapest en cas de troubles majeurs de l'ordre public n'était pas envisageable sans quelques milliers d'hommes. Mais il fallait que les Anglais acceptent un effort qu'ils n'envisageaient pas. Ainsi la Hongrie ne fut pas occupée, après des hésitations qui durèrent jusqu'au 26 novembre au plus tard. Le général Henrys, commandant l'armée française d'Orient demanda bien le 30 novembre une fois encore l'occupation de Budapest, mais en vain¹⁴. Donc du point de vue Hongrois, seuls les Serbes avaient obtenu le droit de prendre position au sud du pays, tandis que les Français, qui avaient une mission à Budapest¹⁵, se gardaient la possibilité de développer leur présence¹⁶. Finalement, il leur fallut s'installer à Szeged (fin décembre) et dans le Banat pour éviter un conflit entre Roumains et Serbes après le départ de l'armée Mackensen¹⁷.

Convention militaire de Belgrade et environnement indéchiffrable

- 8 Le nouveau gouvernement hongrois accepta donc l'occupation du sud du pays par les troupes de l'Entente (Serbes et Français) concernées par l'armistice de Padoue. Dès le 4 novembre, il entama des discussions avec leurs représentants qui aboutirent à la convention du 13 novembre¹⁸. Cette *Convention militaire relative à l'armistice en Hongrie*¹⁹ laisse le jeune État libre de s'auto-administrer au nord d'une ligne définie par la « haute vallée du Grand Szamos (Nagy Szamos, hongrois ; Someșul Mare, roumain), Bistritz (Beszterce, hongrois ; Bistrița, roumain), Maros (village) [sans doute Marosfalu, hongrois ; Suseni, roumain ; Pränzdorf, allemand, un village situé 3 km en amont de Szászrégen, Reghin, Reen]²⁰, le Maros (Mureș, roumain) jusqu'à son confluent avec la Tisza (Tisa, roumain ; Theiß, allemand), Mariatherisopol (Subotica, serbe ; Szabadka, hongrois), Baja (Frankenstadt avant 1867), Fünfkirchen (Pécs, hongrois ; Pečuj, serbe ; Pečuh en croate), ces localités étant non occupées par les troupes hongroises, le cours de la Drave jusqu'au raccord de cette rivière avec la frontière de Slavonie-Croatie ». Le texte prévoit des forces de police et de gendarmerie « indispensables au maintien de l'ordre ainsi que celles qui sont chargées d'assurer la sécurité des voies ferrées » pour le sud de cette ligne alors que six divisions d'infanterie et deux de cavalerie sont autorisées à maintenir l'ordre, en sus de la police et de la gendarmerie, en Hongrie non occupée²¹. On constatera que le tracé détaillé de la ligne de retrait des forces hongroises permet déjà aux forces roumaines de pénétrer dans l'ancien royaume de Hongrie, mais que sa logique est de maintenir la cohérence économique et la dépendance politique envers Budapest intactes, les Roumains s'installant favorablement au sein du bassin des Carpates, d'un point de vue stratégique. Il ne s'agit donc pas de reprendre les termes du traité secret du 17 août 1916 dans lequel les forces de l'Entente d'alors avaient promis à la Roumanie, en échange de son engagement victorieux contre les puissances centrales, les territoires hongrois jusqu'à la Tisza dans son cours nord orienté est-ouest (Ruthénie), puis jusqu'aux banlieues de Debrecen et de Szeged, et tout le Banat jusqu'au Danube aux portes de Belgrade²². Donc, du point de vue hongrois, la ligne fixée ne pouvait que signifier que la conférence de la Paix fixerait les nouvelles frontières et que les revendications seraient soumises assez largement à une évaluation du rapport démographique entre nationalités, voire à l'expression de la volonté de populations concernées.
- 9 Informé de l'armistice de Rethondes, prévenu de la décision de l'empereur Charles de renoncer à la gestion des affaires de l'État²³ confirmée par la proclamation du 13 novembre au château d'Eckartsau, le gouvernement de Budapest avait donc décidé de

clarifier au plus vite ses relations avec les vainqueurs et son statut. Le 16 fut proclamée la « République populaire » hongroise, rompant tout lien avec Vienne²⁴. Sur la base de la convention tout juste signée, il s'attendait à faire face au retrait de l'armée allemande de Mackensen (environ 170 000 hommes au départ auxquels il faut ajouter 40 000 soldats d'autres armées allemandes des Balkans²⁵) et à une situation économique d'autant plus difficile que les vainqueurs ne levèrent pas leur blocus²⁶. Mais en aucun cas, il n'était prévu de donner la priorité à une armée hongroise ou à une action militaire alors que l'ordre international devait être assuré par la future conférence de paix²⁷. Même à défaut d'occupation française, la voie était fixée.

- 10 La double logique qui aurait dû, dans l'hypothèse de la sortie de guerre fondée sur un armistice ouvrant vers la paix, présider à la suite des événements est singulièrement absente. L'armistice²⁸ marque en effet, en théorie, le début de deux processus. Le premier est l'inscription dans le temps de la cessation des hostilités sous forme de conflit armé, une inscription qui n'est pas acquise du simple fait de l'armistice qui, par nature, peut être interrompu²⁹. Le second est la marche vers la paix, qui juridiquement suppose négociation, signature d'un traité, puis procédure de ratification et enfin mise en vigueur. Et c'est seulement à cet ultime moment, qu'en droit, la paix est effective. Si on évoque la fin de la guerre en (novembre) 1918, c'est bien pour indiquer qu'on considère que : premièrement, le renoncement au conflit armé est très largement acquis et assuré, même si on connaît les hésitations de divers acteurs sur ce point et, deuxièmement, que l'État concerné va être partie prenante du processus menant à la conclusion d'un traité de paix souvent indirectement pour les pays vaincus, puis directement. Ces deux points excluent, d'une part, des opérations militaires au statut incertain et, d'autre part, la remise en cause de l'existence même de l'État concerné. Ils supposent que cet État est reconnu et que sa décision, même contrainte du fait d'une défaite, est tout de même l'expression de sa volonté. Le fait de bénéficier en pratique du réseau des relations diplomatiques, ne serait-ce que par l'intermédiaire des puissances neutres, avant même d'être invité à discuter ou au moins à prendre connaissance du traité qui lui est proposé, est une indication importante de la très relative liberté laissée au vaincu. En tous cas, si le traité est non négociable, il ne reste que l'alternative signature ou reprise des hostilités armées.
- 11 Il faut enfin rappeler que les usages autorisaient, comme cela s'était fait en 1871 entre le *Reich* et la France, la signature d'un traité préliminaire de paix qui présentait les grandes lignes du futur traité de paix. C'est ce qui se produisit entre la Roumanie et les puissances centrales les 5 mars (Buftea) et 7 mai (Bucarest) 1918. Or, la Hongrie a subi, à la fin de la Première Guerre mondiale – et sans en avoir pleinement conscience – le flou régnant sur le statut exact du traité préparé pour l'Allemagne, modèle des traités établis avec les ennemis secondaires. En effet, un doute plana sur le caractère préliminaire de celui-ci au moins jusqu'au 24 mars 1919³⁰. Ainsi, les Hongrois ne pouvaient savoir quand les frontières seraient définitivement fixées. Avec la Roumanie, le tracé établi par le traité préliminaire du 5 mars 1918 (15 900 km² annexés par l'Autriche-Hongrie) avait été revu au profit de Bucarest et au détriment de l'Autriche-Hongrie (finalement 5 600 km² annexés, dont 3 772 pour le seul royaume de Hongrie) par le traité de paix du 7 mai³¹.
- 12 La Hongrie naissante en novembre 1918 est donc confrontée à une situation difficilement décryptable pour ses nouveaux dirigeants. L'environnement est mouvant et les principaux acteurs auxquels est confrontée la Hongrie sont des États ou nouveaux ou tellement transformés qu'il est peu évident de comprendre leur comportement. La Tchéco-Slovaquie proclamée, « sans tiret », à Prague par le Comité national le 28 octobre

était confirmée, « avec tîret », à Turčiansky Svätý Martin (Turócszentmárton)³² deux jours plus tard par une assemblée qui fondait en même temps le Conseil national slovaque³³. La Hongrie fait donc face dans ce cas à un État naissant partiellement sur son territoire historique et qui n'y dispose d'aucune force armée organisée. Il faut rappeler ici que Budapest connaissait alors un vaste mouvement de démilitarisation qui allait jusqu'au refus de prévoir la constitution d'une force armée stable et dotée d'objectif de défense nationale³⁴. L'action militaire de Prague semblait illégale et le soutien par les vainqueurs pourtant constaté paraissait inconcevable³⁵. Pour celle de Bucarest, même si les militaires français ne la comprirent pas tous de la même façon, la perplexité hongroise était logique³⁶.

- 13 Comment alors interpréter le mélange entre opérations militaires terminées du côté des puissances belligérantes de l'époque qui venait de s'achever avec les armistices et opérations militaires qui commençaient avec de nouveaux acteurs contre un pays nouveau ? Comment comprendre la situation de la Hongrie face à des vainqueurs ne lui envoyant aucun signe quant à la procédure de négociation devant la concerner ?
- 14 Dans un premier temps, dès novembre, les autorités hongroises constatèrent que les Serbes outrepassaient la convention du 13 et instauraient une administration civile relevant de Belgrade de façon multiforme puisque Pécs fut occupé le 15 novembre³⁷ et que l'annexion de la ville ne fut pas clairement envisagée. Quoi qu'il en soit, les Serbes lésaient les intérêts économiques hongrois³⁸, et donc anticipaient sur la conférence de la Paix qui n'avait pas encore commencé. Mais ce cas n'impliquait pas de débordement massif de la ligne fixée par la convention et il y avait contact direct entre le gouvernement hongrois et les armées alliées³⁹. Enfin, il est difficile de dire quand exactement on a perçu, à Budapest, le caractère inéluctable du processus d'annexion des terres sud-slaves de l'Empire par la Serbie, sans évoquer le Monténégro⁴⁰. Ce qui est certain c'est que fin novembre, quand se réunit un congrès serbe à Novi Sad (Újvidék, Neusatz), le 25, demandant le rattachement à la Serbie devenue Yougo-Slavie, l'affaire était entendue⁴¹. Il faut préciser que l'occupation serbe complète de la Bačka et du Banat remontait au 19.
- 15 Parallèlement, plus à l'est, la situation est toute différente. Le retournement roumain est remarquable. Pour résumer : la Roumanie déclare le 10 novembre la guerre à l'Allemagne, après s'être assurée que les troupes du général Mackensen étaient déjà en train de partir⁴². Il n'y avait donc pas de risque d'action militaire entreprise à l'encontre des Roumains. À onze heures du matin, le lendemain, la « guerre » est terminée et la Roumanie est un pays vainqueur, au moins selon la vision officielle à Bucarest. En réalité, dès le 7 novembre, il y eut des opérations roumaines en Transylvanie⁴³. Dans les semaines qui suivirent les territoires occupés, au sud de la ligne de démarcation fixée le 13 novembre, étaient roumanisés. Du côté encore hongrois, en Transylvanie, l'agitation battait son plein et le 20, la convocation, émise à Arad pour l'Assemblée nationale de Alba Iulia (Gyulafehérvár, Karlsbug) du 1^{er} décembre, affirmait le désir d'union des « Roumains de Transylvanie et de Hongrie » avec le royaume de Roumanie⁴⁴. Ce même jour, le Conseil national roumain publiait un manifeste aux peuples du monde dans le même sens⁴⁵. La conquête des territoires allant des Carpates à la Tisza était clairement la priorité de la Roumanie – le vocabulaire encore employé le 1^{er} décembre est clair, on parle de la nation roumaine de Transylvanie, du Banat et du Partium⁴⁶ – qui avait reçu des puissances centrales la Bessarabie et la conservait. Donc la Roumanie joua sur deux tableaux avec l'appui de certains diplomates et militaires français acquis à sa cause : gains territoriaux

par les armes, retour à son statut diplomatique de la fin août 1916 (puissance reconnue de l'Entente à l'égale des Serbes et donc participation à ce titre à la future conférence de la Paix). L'extrême division et l'évolution incertaine des positions françaises était d'autant plus difficilement perceptibles à Budapest que les Roumains avaient été des alliés fidèles des puissances centrales jusqu'à 1916. Károlyi et les indépendantistes hongrois avaient compris, à la lumière des guerres balkaniques, que la Roumanie voulait s'emparer de la Transylvanie. Depuis l'avant-guerre, ils prônaient une politique d'appui sur la Russie contre la Roumanie, car celle-ci visait aussi une expansion aux dépens de Saint-Petersbourg⁴⁷. De plus, lors des négociations de la paix de Bucarest, les intérêts économiques allemands avaient prévalu et Vienne avait limité les ambitions territoriales de Budapest au profit de projet d'union économique avec la Roumanie. Une perspective qui une fois de plus marginalisait potentiellement la Hongrie⁴⁸. Pour les indépendantistes comme Károlyi, qui en outre s'étaient engagés pour intégrer politiquement les minorités, la Roumanie représentait à la fois un jouet entre les mains de Berlin ou de Vienne et l'opposé de la France et de la démocratie de ce pays cher à Károlyi. Ainsi, Oszkár Jászi dans un ouvrage paru en octobre 1918, prêt depuis six mois, écrivait-il : « (...) la situation sociale et culturelle du peuple roumain de Hongrie était plus favorable que celle que le féodalisme corrompu du royaume roumain avait créée pour ses propres paysans »⁴⁹. Il est important de noter combien les pays tchèques et la Yougoslavie (au sens des Slaves de l'Autriche-Hongrie sans les Serbes du Royaume de Belgrade) ne sont pas vus du tout de la même façon : « Cette supposition se vérifiera d'autant plus aisément que la démocratie tchèque et sud-slave est déjà aujourd'hui plus développée que la démocratie hongroise, et qu'en cas d'indépendance étatique de se développer encore plus vite. »⁵⁰ (Protestation du comte Károlyi en date du 4 décembre 1918, adressée au lieutenant-colonel Vix).

- 16 Cependant, côté nord, la situation est encore plus étonnante pour le gouvernement hongrois, qui avant de découvrir en décembre que la Slovaquie avait des frontières historiques⁵¹, a été confronté à ce que décrivaient les services du général Henrys dans un rapport d'ensemble, envoyé le 27 décembre de Belgrade⁵² :

« a) Tchéquo-Slovaques. – Au moment de la signature de la Convention Militaire du 13 novembre, la situation de la République Tchéquo-Slovaque était mal définie. La liaison n'existait pas avec ce gouvernement et ce n'est que dans les derniers jours de novembre que des représentants de la République Tchéquo-Slovaque entrèrent en liaison avec le Général Henrys à Belgrade. Pendant ce temps, une certaine confusion régnait dans la Hongrie du Nord. Les Tchéquo-Slovaques, à défaut d'une frontière militaire définie par le Conseil Interallié de Versailles, revendiquaient les terres slovaques et en commençaient l'occupation militaire. Les Hongrois, au contraire, soutenaient que la Convention du 13 Novembre, n'avait point prévu l'occupation de la Hongrie du Nord et que les prétentions des Tchéquo-Slovaques étaient contraires à l'esprit de cette Convention. Des incidents, – sans importance considérable du reste –, se produisaient ainsi dans la Hongrie du Nord, à la fin de Novembre entre Tchéquo-Slovaques et Hongrois. En l'absence d'instructions de Paris, le Lieutenant-Colonel Vix demanda au plénipotentiaire tchéquo-slovaque à Budapest [Milan Hodža] de s'entendre avec le Gouvernement hongrois pour empêcher de nouveaux incidents et fixer une ligne de démarcation entre les troupes tchéquo-slovaques et les troupes hongroises. »

Un monde sans loi, des biaisées et les bases du nouvel ordre centre-européen

- 17 Le 13 novembre et pendant les deux semaines qui suivent, la Hongrie, qui n'avait pas de force militaire capable de mener une action en réponse à un ordre du gouvernement, était donc dans une situation étrange puisque les ennemis de l'Autriche-Hongrie présents sur son territoire, les Serbes et les Français, avaient conclu une convention militaire permettant d'appliquer l'armistice de Padoue. Même au sud, l'inattendu dominait. Les Serbes refusèrent la mise en vigueur des dispositions prévoyant le maintien des administrations locales et des forces de l'ordre hongroises. Ils imposèrent leur domination aux Yougo-Slaves dans des conditions qui font encore débat⁵³. De plus, les anciens alliés roumains intervenaient militairement contre la Hongrie, mais encore dans la limite géographique fixée le 13 novembre, tandis qu'un nouvel État, la Tchéco-Slovaquie, n'ayant aucun précédent historique connu associant Tchèques et Slovaques, peuples concernés majoritairement, se déclarait en guerre contre la Hongrie sans préciser d'ailleurs l'ampleur des gains territoriaux espérés.
- 18 Entre fin novembre et fin décembre, la situation changea radicalement sans que la Hongrie n'ait pu peser sur cette évolution. La Roumanie obtint un statut d'allié (parfois remis en cause) : Stephen Pichon, ministre français des Affaires étrangères, soutint l'idée dès le 28 décembre. La Tchécoslovaquie bénéficia aussi de ce statut. La Serbie prit la forme du Royaume yougoslave. Et la Hongrie s'enfonça dans son absence de reconnaissance diplomatique aggravée par sa culpabilité radicale pour l'oppression subie par les nationalités. En outre, elle avait perdu l'espoir d'un accès à la mer via une Yougo-Slavie non intégrée à la Serbie. Ces constats ne sont d'ailleurs pas contestés. Simplement les interprétations renvoient à des présupposés différents. D'un côté, les Hongrois cherchaient à préciser la responsabilité de ce qui sera Trianon en poussant parfois jusqu'à l'analogie turque pour montrer combien Károlyi avait été idéaliste en ne recourant pas à la force⁵⁴. De l'autre, les voisins reprenaient les thèses de l'époque avec quelques modulations pour démontrer combien leur expansion était historiquement légitime⁵⁵.
- 19 Pourtant, quelques pistes de réflexion méritent attention à notre sens. Premièrement, les sources militaires abondamment utilisées pour quelques thèses de cette dernière décennie témoignent qu'il n'y avait pas de vision unifiée du côté français. Deuxièmement, le cœur même du système de décision français à l'époque est profondément pénétré par des éléments étrangers aux discours d'ailleurs variables en fonction des interlocuteurs (Beneš et Brătianu sont de bons exemples). Donc la porosité de la nation semble une donnée essentielle. Troisièmement, comme de nombreux travaux le montrent, à l'échelle locale les terres intégrées aux nouvelles ou anciennes entités étatiques en expansion n'ont pas connu un processus évident d'insertion face aux provinces qu'on peut qualifier de centrales. Au-delà de l'éclatement répété des États tchécoslovaque et yougoslave, même dans le cas de la Roumanie, le rapport Bucarest-Transylvanie (au sens large) n'est pas simple. Outre les conflits militaires de 1918-1919, provoqués largement par la complaisance parisienne et le manque d'intérêt des alliés victorieux pour les populations locales, quelles qu'elles soient, ce qui mérite réexamen, ce sont les modalités d'acclimatation des divers mensonges d'État cumulés de toute part dans la région⁵⁶ et chez les « patrons » occidentaux puis allemands. Ces oublis et mensonges rencontrent, en outre, des récits personnels où l'on perçoit bien les *topoi* officiels⁵⁷. Dans le cas hongrois,

on aboutit chez les conservateurs à un double discours : pour l'intérieur, la faute repose sur Károlyi, les libéraux, la mollesse face aux nationalités ; pour l'extérieur, elle revient aux grandes puissances aveugles et aux voisins avides. Il serait possible de poursuivre de tels descriptifs.

- 20 Toutefois la question la plus ardue est celle de la construction de discours transcendant les horizons nationaux, à l'image des approches proposées par Elena Mannová par exemple, qui en ne tentant pas d'inventer une Slovaquie éternelle situe la rupture de 1918 à l'aune des impacts multiples du changement de cadre étatique⁵⁸. En mettant en avant l'hybridité des sociétés, il devient possible non pas de remettre en cause telle ou telle frontière, mais de s'interroger sur le rapport entre transformations sociales locales ou régionales, et l'exercice du contrôle politique central (national). Or il semble, en reprenant même brièvement les conditions de l'immédiat après-armistice(s) en Hongrie, qu'une telle approche a été rendue très difficile, car elle rend caducs les discours nationaux usuels. Pourtant, comme on le voit, il y a des évolutions intéressantes de l'historiographie locale⁵⁹ et la réflexion sociologique vient au secours de l'histoire en proposant une analyse des interactions entre pouvoir politique et identités collectives mettant en avant la rupture de 1918 et les moyens mis en œuvre avec plus ou moins d'efficacité pour façonner les sentiments d'appartenance nationale⁶⁰. La construction culturelle (y compris en termes de culture politique) prime donc sur l'héritage et doit prendre en compte les rapports contradictoires entre les projets nationaux vus avec leurs pendants régionaux ou fédéraux (souvent moins mis en avant mais très présents). La comparaison entre les vues de Milan Hodža (qui avait négocié avec les Hongrois la ligne de démarcation du 6 décembre 1918) et d'István Bibó prouve bien combien le cadre régional s'impose⁶¹. Et les deux penseurs partent des échecs de la sortie de guerre de 1918.
- 21 Il devient donc possible de voir comment se combinent l'usage de la force militaire sans cadre légal clair, des discours sur le droit des peuples qui excluent le vote et la construction de souverainetés nationales dans un contexte centre-européen où on attendait le retour de l'Allemagne, voire de la Russie. Sous cet angle la France, en donnant l'impression d'approuver des destins nationaux plutôt que de soutenir des politiques – c'est manifeste par exemple dans les arguments du comte de Saint-Aulaire en faveur de la Roumanie –, a pesé lourd dans les illusions et traumatismes non seulement immédiats (voire politiques peu après) mais aussi mémoriels de la région. Simplement en prétendant la guerre terminée dès novembre 1918⁶² tout en encourageant le recours aux armes, les autorités françaises créaient un hiatus cognitif où put grandir ensuite, par exemple, le culte du général Berthelot en Roumanie, réactivé sous Ceaușescu⁶³. Le retour aux sources militaires dans leur polyphonie est un excellent antidote à des cultes qui entravent l'analyse, tant de la société française que de l'Europe centrale, depuis trop longtemps.

NOTES

1. La perception la plus générale est bien illustrée par Guy Pedroncini sur le très officiel site de l'Institut de stratégie comparée de l'École pratique des hautes études (EPHE) sise à la Sorbonne. Pour le biographe de Pétain, « la guerre est finie » à onze heures du matin, le 11 novembre 1918. Voir, « L'armistice du 11 novembre 1918 prélude à la paix » http://www.stratisc.org/partenaires/ihcc/ihcc_eu1gm_Pedron2.html.
2. La Bulgarie est la première à signer un armistice le 29 septembre, puis vient la Turquie le 30 octobre, et Padoue, le troisième armistice, est signé le 3 novembre. Rethondes est donc le quatrième armistice. Un article de la *Revue historique des armées* (n° 245, 4/2006) présente l'original du document et Michel Roucaud l'y analyse de façon moins téléologique que l'interprétation mentionnée ci-dessus. Voir la version accessible en ligne : <http://www.servicehistorique.sga.defense.gouv.fr/04histoire/publications/rha/documents/rha245document.htm>.
3. C'est le résultat de la gestion française des propositions autrichiennes de paix séparée. Cet accord rend l'Autriche-Hongrie plus dépendante du *Reich* et permet de l'associer plus encore, si c'était possible, aux méfaits de la guerre. Le comte Michel Mihály Károlyi s'opposa au renforcement du lien avec Berlin. Voir : GALÁNTAI (József), *Hungary in the First World War*, Budapest, Akadémiai Kiadó, 1989, p. 302-303.
4. J. Galántai introduit ainsi son chapitre sur la troisième mouture du gouvernement Wekerle (8 mai 1918) : « Further to the right... », *op.cit.*, p. 286.
5. Voir : ANDREAS VON GEYR (Géza), *Sándor Wekerle, 1848-1921 : die politische Biographie eines ungarischen Staatsmannes der Donaumonarchie*, München, Oldenbourg, 1993, p. 417 (disponible partiellement sur Google books) et ROMSICS (Ignác dir.), *Magyarország története* (Histoire de la Hongrie), Budapest, 2007, p. 769, partie sur 1711-1918 rédigée par László KATUS.
6. Voir : GALÁNTAI, *op.cit.*, p. 316-317.
7. Voir : ROMSICS (Ignác), *Magyarország története a XX. században* (Histoire de la Hongrie au XX^e siècle), Budapest, Kiadó Osiris, 1999, p. 110, et HAJDÚ (Tibor) (p. 43) dans « La Hongrie dans les années de crise après la Première Guerre mondiale (1918-1920) », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, oct. 2001, n° 200, (« La Hongrie dans les conflits du XX^e siècle »), p. 37-51.
8. Voir : USLU (Ates), « Nous sommes les amis de l'Entente. Le comte Mihály Károlyi dans les années de la Grande Guerre », dans *Öt kontinens. Az Új és Jelenkori Egyetemes Történelmi Tanszék tudományos közleményei (Cinq continents. Bulletin scientifique de la chaire d'histoire universelle moderne et contemporaine)*, Eötvös Loránd Tudományegyetem, Budapest, 2007, p. 263-287.
9. Voir : BÖLÖNY (József), *Magyarország kormányai 1848-1992* (Les gouvernements hongrois), Budapest, Akadémiai Kiadó, 1992, 4^e éd. enrichie pour la période 1987-1992 par László Hubai, p. 57, 80-81, 323-324.
10. Les Hongrois avaient envoyé des délégués à Belgrade pour négocier avec le commandant des armées alliées d'Orient, mais le 2 novembre ils apprirent du général von Weber que les Italiens entendaient signer un seul armistice pour l'ensemble des fronts du Sud-Est, donc le gouvernement hongrois envoya l'ordre de signer en son nom à Weber. Ordre qui arriva le 4 au matin, bien après la signature de l'armistice la veille à Padoue. Les alliés, soulagés de savoir la Hongrie sortie de la guerre, ne remirent pas en cause la signature « hongroise » et considérèrent la Hongrie comme partie prenante, et ce, d'autant qu'ils ne savaient pas comment la traiter diplomatiquement. Voir : ORMOS (Mária), « The Military Convention of Belgrade », p. 55-91, dans

Trianon and East Central Europe. Antecedents and Repercussions, sous la direction de Béla B. Király et László Veszprémy, Boulder, Colorado, Social Science Monographs/Highland Lakes, New Jersey, Atlantic Research and Publications, Inc., 1995.

11. Pour les détails on peut consulter ma thèse à la BDIC : GRADVOHL (Paul), *Genèse et mise en œuvre du contrôle militaire interallié en Hongrie : un exemple de politique militaire française au centre de l'Europe en 1918-1927*, université ParisIV, soutenue le 29juin1999, (1 088 p., 3 volumes plus le fascicule de cartes) sous la direction de Jean Bérenger, p. 47-55. L'affaire de la réorientation roumaine de Clemenceau est bien connue et les travaux autour du général Henri Mathias Berthelot, qui personnifia l'aide militaire française à la Roumanie, nombreux. Voir, par exemple : GRANDHOMME (Jean-Noël), *Le général Berthelot et l'action de la France en Roumanie et en Russie méridionale, 1916-1918 : genèse, aspects diplomatiques, militaires et culturels avec leurs incidences, prolongements et perspectives*, Vincennes, Service historique de l'armée de Terre, 1999 ; pour la période antérieure essentiellement, ou : GRANDHOMME (Jean-Noël), ROUCAUD (Michel) et SARMANT (Thierry), *La Roumanie dans la Grande Guerre et l'effondrement de l'armée russe, édition critique des rapports du général Berthelot, chef de la mission militaire française en Roumanie 1916-1918*, Paris, L'Harmattan, 2000, qui couvre aussi1919 et encore : VESA (Vasile), « Les rapports entre les généraux Henri Mathias Berthelot et Louis Franchet d'Esperey durant l'hiver 1918-1919 », *Revue Roumaine d'Histoire*, XXXV, 1996/1-2, p. 53-57.

12. Voir : *Documents diplomatiques français sur l'histoire du bassin des Carpates (DDFHBC)*, vol. I, *Octobre 1918-Août 1919*, rédacteur en chef de la série, Magda Ádám, documents recueillis par Magda Ádám, György Litván, Mária Ormos, présentation des textes et notes établies en collaboration avec Zoltán Dercze, Katalin Litván et István Majoros, Budapest, Akadémiai Kiadó, Institut des sciences historiques de l'Académie hongroise des sciences, 1993, p. 34.

13. Le 6 novembre dans le « mémoire » transmis par Beneš à Clemenceau était évoqué l'occupation par les troupes des grands alliés (en sus de celle de Prague) du sud du pays, donc de l'ancien royaume de Hongrie. Voir les DDFHBC, vol. I, p. 55-59, point 5-A.

14. Voir le chapitre sur l'échec de l'occupation française dans Mária Ormos, *From Padua to Trianon 1918-1920*, Budapest, Akadémiai Kiadó, 1990 (original hongrois de 1983).

15. *Ibid.*, p. 110-111, pour le télégramme n°1 du lieutenant-colonel Vix, chef de la mission militaire alliée à Budapest au général Henrys, commandant l'armée française d'Orient, du 28 novembre 1918 signalant son arrivée le 26. Les instructions données à Vix en date du 19 sont présentées aux pages 82-87.

16. Voir : ORMOS (Mária), « The Military Convention of Belgrade », p. 72-77, dans KIRÁLY (Béla K.) et VESZPRÉMY (László) (dir.), *Trianon and East Central Europe. Antecedents and Repercussions*, Boulder et Highland Lakes, Social Science Monographs et Atlantic Research and Publications, 1995, distribué par Columbia University Press. Pour les échanges entre Henrys et ses chefs voir les DDFHBC, vol. I, p. 72-75 (17 novembre) et p. 117-119 (30 novembre) sur la demande d'occupation de Budapest. Le maréchal Foch, lui-aussi, refusa l'occupation, *ibid.*, p. 124-125, télégramme de Henrys à Vix du 4 décembre. Le 16 janvier une note du Quai d'Orsay, favorable à une telle occupation, rappelle que la menace de manifestation de refus des troupes françaises était bien ressentie, au-delà des autres arguments déjà mentionnés, *ibid.*, p. 201-202.

17. KálmánShvoy souligne le rôle de ces troupes dans ses mémoires et son journal [*Shvoy Kálmán titkos naplója és emlékirata 1918-1945* (Journal et mémoires secrets de Kálmán Shvoy), textes introduits, annotés et publiés par MihályPerneki, Budapest, Kosstuh Könyvkiadó, 1983, p. 35 et 39]. Cet officier supérieur conservateur, élu le 13 décembre président du Conseil de soldats de Szeged, rappelle que quelques semaines avant l'arrivée des Français (le 30 décembre dans l'historiographie hongroise), l'« Alpenkorpo » a traversé la ville. Voir aussi la thèse de Bruno Hamard *L'occupation française de la ville de Szeged (1918-1920). Un exemple de gestion des gages territoriaux alliés en Hongrie avant la signature de la paix de Trianon*, université Paris I, sous la direction de Bernard Michel, 1997.

18. Sur ce point voir : GRADVOHL (Paul), *Genèse...*, *op.cit.*, p. 152-185.
19. La convention est reprise par les DDFHBC, vol. I, p. 68-70.
20. Donc il ne s'agirait pas de la ville de Marosvásárhely (Tîrgu Mureş en roumain, Neumarkt am Muresch en allemand), située plus au sud sur le Maros. Mais l'incertitude règne sur la localité mentionnée. Voir la convention dans les DDFHBC, vol. I, p. 68-70. Le texte évoque Marosoroszfalu, ou Ruşii Munţi en roumain et Russ en allemand, un village une quinzaine de km en amont de Marosfalfalu. Ernő Raffay mentionne, lui, un Marosalfalu (voir *Erdély 1918-1919-ben*, Budapest, Magvető Kiadó, 1987, 391 p., index des noms de personnes, bibliographie dans les notes, p. 197) même inconnu de l'ouvrage de référence de Mihály Gyalay, mais sur la rive gauche de la rivière, face à Marosfalfalu il y a un village nommé Alsóidecs/Ideciu de Jos/Unter Eidich. Vix, dans son télégramme n° 252/S du 12 décembre au général Henrys mentionne expressément Marosoroszfalu (*Ibid.*, p. 134-135, source : SHD/DAT, 17 N 514, c/1, d/2). Il semble donc être confirmé que la ligne de démarcation rejoignait le cours du Maros en amont de Marosvásárhely, et qu'ainsi la riche plaine interne de la Transylvanie (Mezőség/Cîmpia Transilvaniei) restait totalement contrôlée par les Hongrois.
21. Ce point est rappelé dans *L'illustration* du 5 novembre 1921 sous la plume du lieutenant-colonel Hazan « L'armistice avec la Hongrie », voir http://www.greatwardifferent.com/Great_War/1919/Orient_01.htm.
22. Voir la carte 116 dans *Köztes-Európa 1763-1993. Térképgyűjtemény* (L'Europe médiane 1763-1993. Collection de cartes), Budapest, Osiris-Századvég, 1995, documents réunis et présentés par Lajos Pándi, avec l'aide de Nándor Bárdi, cartes dessinées par Katalin Kasza (épouse Molnár), voir désormais sur Internet : <http://terkepek.adatbank.transindex.ro/>.
23. L'empereur venait d'être surpris par le vote du Parlement de Vienne sur la forme de l'État, lorsqu'il adopta la République. Sa déclaration du 13, qui confirme son retrait de la politique, n'est pas une renonciation définitive.
24. MEZEY (Barna dir.), *Magyar alkotmánytörténet*, Budapest, Osiris Kiadó, 2003, 5^e éd., p. 298-299.
25. Voir : SZIJJ (dir.) et RAVASZ (éd. István), *op.cit.*, *Magyarország az első világháborúban. Lexikon A-Zs* (La Hongrie dans la Première Guerre mondiale. Encyclopédie A-Z), Budapest, Petit Real Könyvkiadó, 2000, p. 442-443.
26. Le 5 mai 1919, à Paris, était voté la levée du blocus contre la Hongrie à partir de la chute du communisme (voir : HAJDU (Tibor), *The Hungarian Soviet Republic*, Budapest, Akadémiai Kiadó, 1979, 172 pages, trad. par LÁCZAY (Etelka de) et FISCHER (Rudolph), *studia Historica Academiae Scientiarum Hungaricae*, n° 131, p. 109) mais, le 24 mai, Clemenceau signalait à Belin (représentant militaire à Versailles) que Franchet d'Esperey avait bloqué de son propre chef (sans doute le 20 mai ou peu avant) un « train de vivres américains destiné à la Hongrie ». Le Premier français ajoute : « Je ne puis qu'approuver ces dispositions, et j'estime qu'il serait contraire aux intérêts des Alliés de lever le blocus de la Hongrie au moment précis où celle-ci se prépare visiblement à se soustraire aux décisions de la Conférence de la Paix. » Voir DDFHBC, vol. I., p. 670.
27. Dans Ignác Romsics, *A trianoni békeszerződés*, Budapest, Osiris Kiadó, 2001, p. 90-94, l'accent est mis à la fois sur la désorganisation et les conflits politiques au sein de l'armée.
28. Voir la convention (IV) concernant les lois et coutumes de la guerre sur terre et son annexe : « règlement concernant les lois et coutumes de la guerre sur terre », La Haye, 18 octobre 1907. Les articles 36-41 forment le chapitre cinq sur l'Armistice. Cette convention concerne les États existant et signataires mais aussi, en tant que partie du droit international coutumier, les États non signataires. Le chapitre suivant porte sur les territoires ennemis occupés ce qui concerne aussi la Hongrie. Le texte est mis en ligne sur : <http://www.icrc.org>.
29. Voir les articles 36 et 40 de la convention de 1907. Rappelons que le 16 juin 1919 les gouvernements alliés demandaient encore au maréchal Foch des plans au cas où l'Allemagne n'aurait pas accepté de signer le traité, ce qui eût entraîné automatiquement la reprise des hostilités.

30. C'est souligné par Arthur Walworth, *Wilson and His Peacemakers. American Diplomacy at the Paris Peace Conference, 1919*, New York, London, W. W. Norton & Company, 1986, p. 11 et 202. Ces préliminaires de paix étaient attendus par Wilson.
31. Voir : SOUTOU (Georges-Henri), *L'or et le sang. Les buts économiques de la Première Guerre mondiale*, Paris, Fayard, 1989, p. 668, et PALOTÁS (Emil), *Kelet-Európa története a 20. század első felében* (Histoire de l'Europe orientale dans la première moitié du XX^e siècle), Budapest, Osiris Kiadó, 2003, p. 75 et 125-6. Dans Jolán Szijj (dir.) et István Ravasz (éd.), *op.cit.*, p. 456, il est précisé que le traité de Bucarest accordait à la Hongrie 42 communes et leur 22 915 habitants réparties en six blocs le long de la frontière sur une profondeur allant jusqu'à 16 km au maximum. Pour la carte voir *Köztes-Európa 1763-1993...*, *op.cit.*, cartes 119a et 120 pour le tracé du 7 mai. La moitié des villages Csangó, passés provisoirement à la Hongrie avec plus de 30 000 habitants, reviennent à la Roumanie. De même Turnu Severin et sa région, au Sud-Est de la Roumanie que la Hongrie avait annexés pour avoir une frontière commune sur le Danube avec la Bulgarie. Voir aussi, pour le rôle de Wekerle, Géza Andreas von Geyr, *op.cit.*, p. 408-410.
32. Le nouveau nom slovaque, depuis 1951, est simplement Martin.
33. Voir : HRONSKÝ (Marián), *The Struggle for Slovakia and the Treaty of Trianon 1918-1920*, Bratislava, VEDA. Publishing House of the Slovak Academy of Sciences, 2001, p. 46-56. La version slovaque *Boj o Slovensko a Trianon 1918-1920*, Bratislava, 1998, a été publiée au Národné Literárne Centrum.
34. Sur ce point l'étonnement des observateurs étrangers et notamment français est frappant.
35. Celui-ci n'arriva que dans un deuxième temps, voir Beneš cité par Hronský, *op.cit.*, p. 103-104.
36. Dans « Franchet d'Esperey et Berthelot : deux perspectives de stabilisation régionale en Hongrie méridionale (1918-1919) », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, octobre 2001, n° 200. Bruno Hamard insiste sur le conflit personnel entre les généraux français. Notons que l'armée Mackensen comptait 170 000 hommes plus 40 000 (donc plus de 200 000) et non pas 80 000 hommes.
37. Voir : SZIJJ (Jolán), dans « Ország hadsereg nélkül » [Un pays sans armée (1918), dans KOLLEGA TARSOLY (dir. István), *Magyarország a XX. században*, volume I, *Politika és társadalom, hadtörténet, jogalkotás* (La Hongrie au XX^e siècle. Politique et société, histoire militaire, évolution juridique)], Szekszárd, Babits Kiadó, 1996.
38. Voir les échos de la rencontre de la mission militaire alliée à Budapest avec la commission interministérielle hongroise sur l'application de la convention du 13 novembre, Budapest, 29 novembre, Vix à Henrys, *DDFHBC*, vol. I, p. 114-115. Les Hongrois rappellent qu'ils doivent ravitailler les troupes d'occupation alliées et qu'en conséquence, si on les prive de ressources, ils ne pourront le faire.
39. Le contact au niveau central via Vix est clairement établi. Il manque de travaux accessibles sur les relations sur la ligne de front.
40. Sur ces points voir : GRADVOHL (P.), *Genèse...*, *op.cit.*, p. 94-95 et 176-185.
41. Voir : TILKOVSKY (Loránt), *Nemzetiségi politika Magyarországon a 20. században* (Politique des nationalités en Hongrie au XX^e siècle), Debrecen, Csokonai Kiadó, 1998, p. 31.
42. Voir : PREDÁ (Dumitru dir.), avec ALEXANDRU (Vasile) et PRODAN (Costică), *La Roumanie et sa guerre pour l'unité nationale. Campagne de 1918-1919*, édition revue et corrigée, Bucarest, Éditions Encyclopédiques, 1995, avant-propos de Liviu Maior, p. 59 (1^{re} éd. en roumain, 1994, *În apărarea Romanei mari. Campania armatei române din 1918-1919*, même éditeur, traduction par Ileana Vulpescu, Aurelia Năstase, et Larisa Crivăt). Ekkehard Völck confirme dans *Rumänien. Vom 19. Jahrhundert bis in die Gegenwart*, Regensburg, Verlag Friedrich Pustet, München, Südosteuropa-Gesellschaft, 1995, p. 80-81, et précise que, dès le 12, Bucarest était complètement évacuée sans combat.
43. Voir : RAFFAY (Ernő), *Erdély 1918-1919-ben* (La Transylvanie en 1918-1919), Budapest, Magvető Kiadó, 1987, p. 137.

44. Voir *Cartea Neamului. Marea unire din 1918. Documente istorice*. (Le livre de la nation. La grande union de 1918. Documents historiques), textes édités par Vasile Arimia, Ion Ardeleanu et Constantin Botoran, Bucarest, Editura Globus, 1993, p. 175-177.
45. Voir : NEAGOE (Stelian), *Istoria Unirii românilor* [(Histoire de l'unité des Roumains), vol. **, *De la Cuza Vod Întemeietorul la Ferdinand I Întregitorul* (Du prince Cuza l'initiateur à Ferdinand I^{er} le réalisateur)], Bucarest, Editura Diogene, 1993, p. 282-283, et Tilkovszky, *op.cit.*, p. 32.
46. Les parties hongroises, Partium, « Részek » ou « Párțile Ungurine » renvoient à la zone qui sépare la Transylvanie de la Hongrie turque et y a été rattachée entre 1526 et 1571, puis intégrée à la Hongrie par le diplôme de François-Joseph du 20 octobre 1860, refusé par les assemblées hongroises. Les dirigeants roumains de Transylvanie et du Partium protestent contre cette séparation. Voir : NOUZILLE (Jean), *La Transylvanie. Terre de contacts et de conflits*, Strasbourg, *Revue d'Europe centrale*, 1993, p. 192-195.
47. Voir : D IÓSZEGI (István), *Az osztrák-magyar monarchia külpolitikája 1867-1918* (La politique étrangère de la Monarchie austro-hongroise), Budapest, Vince Kiadó, (2001), p. 194 et 199. La Transylvanie, bassin géographique, compte 57 000 km² environ, les annexions roumaines au détriment du Royaume de Hongrie, 102 181 km².
48. Voir : GALÁNTAI, *op.cit.*, p. 283-284.
49. Voir dans *A dualizmus jövője. A dualizmus bukása és a dunai egyesült államok* (L'avenir du dualisme. L'échec du dualisme et les États-Unis danubiens), reproduit par la version hongroise sur programme Gallica géré par l'homologue de la BNF, l'Országos Széchényi Könyvtár, <http://mek.oszk.hu/02200/02222/02222.htm#1> : « a magyarországi román nép szociális és kulturális állapota kedvezőbb volt, mint az a helyzet, melyet a román királyság korrump feudalizmusa a saját parasztjai számára teremtett ». Une version reprint a paru en 1988 à Budapest chez ÁKV-Maecenás.
50. *Ibid.*, « Ez a feltevés annál valószínűbb, mivel a cseh és a délszláv demokrácia, már ma fejlettebb, mint a magyar, alkalmas önálló államiságon belül pedig még gyorsabban haladna. »
51. Voir le message de Károlyi à Vix le 28 décembre dans *DDFHBC.*, vol. I, p. 172-174.
52. *Ibid.*, p. 162-171, passage cité p. 165-166.
53. Vojislav Pavlović présente un très équilibré panorama d'un aspect de cette question dans « La mémoire et l'identité nationale : la mémoire de la Grande Guerre en Serbie », *Guerre mondiales et conflits contemporains*, octobre 2007, n° 228, p. 50-60.
54. ROMSICS (Ignác), *Múltról a mának. Tanulmányok és esszék a magyar történelemről* (S'adresser au présent à propos du passé. Études et essais sur l'histoire hongroise), Budapest, Osiris Kiadó, 2004, p. 315-324.
55. Le maintien du paradigme (grand) national est très fort dans l'historiographie de la région comme en témoigne par exemple Sorin Antohi, Balázs Trencsényi, Péter Apor (dir.), *Narratives Unbound. Historical Studies in Post-Communist Eastern Europe*, Budapest & New York, 2007 (sur la Pologne, la République tchèque, la Slovaquie, la Hongrie, la Roumanie et la Bulgarie).
56. Il a fallu par exemple effacer les traces des hésitations ou des formes de coopération transnationales de l'avant 1918. Comme le note Zora Hlavičková dans Antohi et Trencsényi, *op.cit.*, p. 249-310, cela se manifeste par exemple par le changement d'orthographe des noms de personnes ou l'adoption de noms de lieux anachroniques.
57. Voir, par exemple : ROMSICS (Gergely), « A Habsburg Monarchia felbomblása osztrák és magyar mítoszai az emlékirat-irodalom tükrében » (Les mythes autrichiens et hongrois de l'éclatement de la Monarchie des Habsbourg au miroir des mémoires littéraires), p. 87-131, dans ROMSICS (dir. Ignác), *Mítoszok, legendák, tévhitek a 20. századi magyar történelemről* (Mythes, légendes et fausses croyances sur l'histoire hongroise du XX^e siècle), Budapest, Osiris Kiadó, 2002.

58. Voir sous sa direction, *A Concise History of Slovakia*, HISTORICKÝ ÚSTAV (Bratislava) SAV, 2000. Zora Hlavičková (voir ci-dessus) souligne la force et le relatif décalage de ces travaux dans une historiographie souvent encore totalement centrée sur l'histoire nationale.
59. En Hongrie et en Slovaquie l'évolution est plus clairement perceptible.
60. La thèse [dite de grand doctorat (Akadémiai doktorátus)], soutenue en 2007 dans le cadre de l'Académie hongroise des sciences) d'Ildikó Szabó, *Nemzeti tematika és politikai szociálizáció. A kollektív identitások befolyásolása Magyarorságon 1867-2006* (Thématique nationale et socialisation politique. L'art d'influer sur les identités collectives en Hongrie), en cours de publication à Budapest chez Gondolat Kiadó.
61. Voir Balázs Trencsényi, *A politika nyelvei. Eszmetörténeti tanulmányok*, Budapest, Argumentum Kiadó, 2007, chapitre « A békecsinálás művészete, a nemzetállamiság és a kelet-európai föderációs elképzelések », p. 277- 301.
62. Le traité de Trianon fut signé le 4 juin 1920 et mis en vigueur le 26 juillet 1921. Jusqu'à la fin mars 1920, les troupes roumaines occupèrent l'Est du pays et prélevèrent activement ses richesses après la victoire sur la République des conseils. Pécs fut abandonnée par les Yougoslaves en juillet 1921 et l'affaire de Sopron dura jusqu'à décembre 1921.
63. Voir : GRANDHOMME (Jean-Noël), « La mémoire roumaine de la mission Berthelot (1918-2007) », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, octobre-décembre, 2007, n° 228, p. 23-35.

RÉSUMÉS

À peine indépendante, la jeune Hongrie a été le seul pays vaincu à être reconnu un temps avant de ne plus l'être pendant des mois. En outre, elle a été assez rapidement occupée partiellement par trois de ses voisins. Dans ces conditions la question de la sortie de la guerre se pose sous une forme paradoxale, puisqu'en novembre 1918 la Hongrie se trouve ennemie de pays qui avant n'étaient pas en guerre. Dans un premier temps le francophile Károlyi, chef du gouvernement, attend l'occupation française, et les militaires français sur place croient pouvoir instaurer un ordre régional résultant de la convention signée avec le gouvernement hongrois le 13 novembre. Cette perspective bénéficie de l'espoir d'un règlement de paix fondée sur l'autodétermination wilsonienne. Mais la convention militaire s'avère être contraire aux choix des diplomates et politiques français. Le but de l'article est de poser les bases d'un examen de cette situation au-delà des revendications nationales.

November-December 1918: the Beginning of the War in Hungary. Newly independent, the young Hungary was the only country among the defeated to be recognized during these months. Yet, it was rather quickly occupied partially by three of its neighbours. Under these conditions the question of its exit from the war is posed in a paradoxical form, since in November 1918 Hungary found itself enemy to countries that previously had not been in the war. Initially, the Francophile Károlyi, head of the government, anticipated occupation by the French, and French military representatives on the spot believed they could establish a regional order resulting from the convention signed by the Hungarian government on November 13. This prospect came from the hope of establishing peace based on Wilsonian self-determination. But the military convention proved to be contrary to the preferences of French diplomats and politicians. The aim of the article is to seek an examination of this situation outside the national claims.

INDEX

Mots-clés : Hongrie, Première Guerre mondiale

AUTEUR

PAUL GRADVOHL

Maître de conférences en civilisation d'Europe centrale à Nancy université – université Nancy 2 depuis 2002, il travaille au sein du CERCLE (www.cercle-nancy-universite-.fr). Ses travaux portent sur la Hongrie et l'Europe centrale au XX^e siècle.